

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

19 MARS 1997

PROPOSITION

de modification de l'article 12 du Règlement

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION SPECIALE
DU REGLEMENT ET DE LA REFORME
DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE (1)

PAR
M. **Thierry DETIENNE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné cette proposition au cours de ses réunions du 12 décembre 1996, du 15 janvier et du 26 février 1997.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Langendries.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Breyne, Cauwen-
berghs, Lenssens, Tant.
P.S. MM. Harmegnies, Henry,
Janssens (Ch.).
V.L.D. MM. Cortois, Dewael, Tael-
man.
S.P. MM. Schellens, Vanvelt-
hoven.
P.R.L.- MM. Michel, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. M. Lefèvre.
VI. M. Van den Eynde.
Blok
Agalev/M. Detienne.
Ecolo

B. — Suppléants :

M. Ansoms, Mme Creyf, MM.
Pieters (D.), Verherstraeten, N.
MM. Dighneef, Dufour, Moureaux,
Toussaint.
MM. Chevalier, Daems, De Croo,
Van Belle.
MM. Landuyt, Van der Maelen,
Mme Vanlerberghe.
MM. Barzin, Duquesne, Moerman.
Mme de T'Serclaes, M. Viseur
(J.-J.).
MM. Annemans, Buisseret.
MM. Lozie, Tavernier.

Voir :

- 826 - 96 / 97 :

— N° 1 : Proposition de MM. Tavernier et Deleuze.

Voir aussi :

— N° 3 : Texte adopté par la commission.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

19 MAART 1997

VOORSTEL

tot wijziging van artikel 12 van het Reglement

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE
VOOR HET REGLEMENT EN VOOR DE
HERVORMING VAN DE PARLEMENTAIRE
WERKZAAMHEDEN (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER **Thierry DETIENNE**

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit voorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 12 december 1996, 15 januari en 26 februari 1997.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Langendries.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Breyne, Cauwen-
berghs, Lenssens, Tant.
P.S. HH. Harmegnies, Henry,
Janssens (Ch.).
V.L.D. HH. Cortois, Dewael, Tael-
man.
S.P. HH. Schellens, Vanvelt-
hoven.
P.R.L.- HH. Michel, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. H. Lefèvre.
VI. H. Van den Eynde.
Blok
Agalev/H. Detienne.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

H. Ansoms, Mevr. Creyf, HH.
Pieters (D.), Verherstraeten, N.
HH. Dighneef, Dufour, Moureaux,
Toussaint.
HH. Chevalier, Daems, De Croo,
Van Belle.
HH. Landuyt, Van der Maelen,
Mevr. Vanlerberghe.
HH. Barzin, Duquesne, Moerman.
Mevr. de T'Serclaes, H. Viseur
(J.-J.).
HH. Annemans, Buisseret.
HH. Lozie, Tavernier.

Zie :

- 826 - 96 / 97 :

— N° 1 : Voorstel van de heren Tavernier en Deleuze.

Zie ook :

— N° 3 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION

L'auteur de la proposition explique qu'il entend résoudre un des problèmes qui se posent lorsque l'importance numérique d'un groupe politique se modifie en cours de législature. Actuellement, une telle modification se traduit dans la composition des commissions au début de la session suivante.

L'intervenant estime que cette situation va à l'encontre de la volonté de l'électeur, volonté qui se traduit par l'importance numérique des groupes politiques dès la clôture du scrutin. Le point 1° de la proposition à l'examen vise dès lors à mieux tenir compte de la volonté de l'électeur, en ce qu'il prévoit que la représentation proportionnelle des groupes politiques est fixée sur la base du nombre de sièges obtenus par ces mêmes groupes après chaque élection de la Chambre des représentants. Il résulterait de cette mesure que le nomadisme politique en cours de législature n'aurait plus d'incidence sur la représentation des groupes au sein des commissions.

L'auteur souligne que la modification proposée porte exclusivement sur la représentation des groupes au sein des commissions. Il est conscient qu'elle ne résout pas les autres problèmes posés par les transfuges (par exemple, celui des répercussions sur le nombre des collaborateurs des groupes).

Le 2° de sa proposition, qui tend à insérer un n° 1bis (*nouveau*) dans l'article 12, vise un autre objectif. Il prévoit que les groupes politiques reconnus qui ne sont pas représentés dans une commission permanente, temporaire ou spéciale, ont le droit de désigner un membre qui peut participer pleinement aux travaux de cette commission, mais sans voix délibérative.

Enfin, l'abrogation du n° 3 de l'article 12 est le corollaire de l'ajout inséré au n° 1.

II. — DISCUSSION

Texte actuel de l'article 12 du Règlement

« 1. Les nominations auxquelles la Chambre est appelée à procéder parmi ses membres, à l'exception de celles relatives au bureau, se font à la représentation proportionnelle des groupes politiques. La Chambre détermine, sur proposition du bureau, le nombre de places à attribuer à chaque groupe politique dans chaque cas.

2. Chaque membre d'un groupe politique représenté dans les commissions permanentes, par application du n° 1, doit faire partie d'au moins une commission.

3. Sauf en cas d'élection partielle, l'adaptation du nombre de places attribuées aux groupes politiques dans les commissions par suite de modifications apportées à la composition des groupes politiques plus

I. — INLEIDING DOOR DE AUTEUR VAN HET VOORSTEL

De auteur van het voorstel legt uit dat hij een oplossing nastreeft voor een van de problemen die rijzen wanneer de getalsterkte van een politieke fractie gewijzigd wordt in de loop van de zittingsperiode. Momenteel wordt dergelijke wijziging bij het begin van de volgende zitting verrekend in de samenstelling van de commissies.

Spreker vindt zulks strijdig met de wil van de kiezer, zoals die tot uiting komt in de getalsterkte van de politieke fracties onmiddellijk na de verkiezingen. Het 1° van zijn voorstel strekt er dan ook toe beter rekening te houden met de wil van de kiezer, door te bepalen dat de evenredige vertegenwoordiging van de fracties wordt vastgesteld op grond van het aantal zetels behaald na elke verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Overloperij in de loop van de zittingsperiode heeft in dat geval geen invloed meer op de vertegenwoordiging van de fracties in de commissies.

De auteur onderstreept dat de voorgestelde wijziging uitsluitend betrekking heeft op de vertegenwoordiging van de fracties in de commissies. Hij is zich ervan bewust dat ze geen oplossing biedt voor andere, daarmee verbonden problemen (bijvoorbeeld de repercussies voor de fractiemedewerkers).

Het 2° van zijn voorstel, dat voorziet in de invoeging van een n° 1bis (*nieuw*) in artikel 12, heeft een ander doel. Het strekt ertoe de erkende politieke fracties die niet vertegenwoordigd zijn in een vaste, tijdelijke of bijzondere commissie, het recht te geven een lid aan te wijzen dat volwaardig aan de inhoudelijke werking van die commissies kan deelnemen, zij het zonder stemrecht.

De voorgestelde weglating van het n° 3 van artikel 12, ten slotte, is het logische gevolg van de aanvulling van het n° 1.

II. — BESPREKING

Huidige tekst van artikel 12 van het Reglement

« 1. De benoemingen door de Kamer te doen onder haar leden, met uitzondering van degene die betrekking hebben op het bureau, geschieden volgens de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties. De Kamer bepaalt, op voorstel van het bureau, het aantal plaatsen dat in elk geval aan iedere politieke fractie toekomt.

2. Ieder lid van een bij toepassing van het n° 1 in de vaste commissies vertegenwoordigde politieke fractie moet ten minste van één commissie deel uitmaken.

3. Wanneer het aantal plaatsen dat aan iedere politieke fractie in de commissies toekomt moet worden aangepast ingevolge wijzigingen die in de samenstelling van de politieke fracties zijn aangebracht

de quinze jours après la constitution du bureau définitif de la Chambre, ne se fera qu'au début de la session suivante.

4. Les membres qui font partie d'un groupe politique non représenté dans les commissions permanentes ou qui ne font partie d'aucun groupe politique siègent dans au moins une de ces commissions de leur choix, sans voie délibérative.

Le président est informé de ce choix par le président du groupe ou par le membre. Il en fait part à la Chambre. »

Modifications proposées

« A l'article 12 du Règlement sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 1 est complété comme suit :

« Cette représentation proportionnelle des groupes politiques est fixée sur la base du nombre de sièges obtenus par ces mêmes groupes après chaque élection de la Chambre des représentants. »;

2° il est inséré un point 1bis, libellé comme suit :

« 1bis. Un groupe politique reconnu qui n'est pas représenté dans une commission permanente, temporaire ou spéciale, a le droit de désigner un membre qui peut participer pleinement aux travaux de cette commission, mais sans voix délibérative. »;

3° le point 3 est abrogé. »

Cf. les 1° et 3° proposés

Un membre déclare que son groupe se rallie entièrement au 1° proposé, qui tend à faire en sorte que le nomadisme politique ne soit plus « récompensé ».

Un autre intervenant fait observer que — s'il est adopté —, l'ajout proposé au n°1 aura pour seul effet que les groupes politiques pâtiront un peu moins de la dissidence politique au sein de leurs propres rangs. La disposition proposée ne règle en revanche pas d'autres problèmes connexes, comme le sort des collaborateurs universitaires. Le but n'est-il pas en l'occurrence d'apporter une solution sur mesure au problème d'un groupe politique déterminé ? Est-ce là l'amorce d'une nouvelle culture politique ?

L'intervenant déclare que son groupe politique estime que d'autres aspects de la représentation des groupes politiques doivent aussi être abordés. Ainsi, plusieurs groupes politiques sont par exemple reconnus, mais ne sont pas représentés au bureau parce qu'ils ne comptent pas 12 membres. L'intervenant annonce qu'il a rédigé une proposition (Doc. Chambre n° 914/1-96/97) visant à mettre un terme à cette situation antidémocratique. Elle prévoit notamment que tous les groupes politiques reconnus seront représentés tant au bureau qu'au collège des questeurs de la Chambre.

Un autre intervenant déclare qu'il peut marquer son accord sur la portée du 1° proposé. Il demande toutefois quand cette disposition entrera en vigueur.

meer dan vijftien dagen na de samenstelling van het vast bureau van de Kamer, gebeurt die aanpassing pas bij de aanvang van de volgende zitting, behoudens in geval van tussentijdse verkiezing.

4. De leden die deel uitmaken van een politieke fractie die niet in de vaste commissies vertegenwoordigd is of die geen deel uitmaken van een politieke fractie, hebben zitting in ten minste één van die commissies naar keuze, maar hebben geen stemrecht.

De voorzitter wordt over hun keuze ingelicht door de fractievoorzitter of door het lid en brengt ze ter kennis van de Kamer. »

Voorgestelde wijzigingen

« In artikel 12 van het reglement worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1 wordt aangevuld als volgt :

« Deze evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties wordt bepaald op basis van hun zetelaantal, zoals vastgesteld na elke verkiezing voor de Kamer van volksvertegenwoordigers. »;

2° een punt 1bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« 1bis. Een erkende politieke fractie, die niet vertegenwoordigd is in een vaste, tijdelijke of bijzondere commissie, heeft het recht een lid aan te duiden dat volwaardig aan de werking van die commissie kan deelnemen, evenwel zonder stemrecht. »;

3° punt 3 wordt opgeheven. »

Cf. het voorgestelde 1° en 3°

Een lid verklaart dat zijn fractie volledig akkoord gaat met het voorgestelde 1°, dat ertoe strekt politieke overloperij niet langer « te belonen ».

Een andere spreker merkt op dat de voorgestelde aanvulling van het n° 1 — indien ze wordt aangenomen — alleen tot gevolg zal hebben dat de fracties iets minder lijden onder politieke dissidentie binnen hun eigen rangen. Andere, samenhangende problemen — zoals het lot van de universitaire medewerkers — worden er niet door geregeld. Is men hier geen oplossing aan het uitwerken op maat van een bepaalde fractie ? Is dat het begin van een nieuwe politieke cultuur ?

Spreker kondigt aan dat zijn fractie van oordeel is dat andere aspecten van de vertegenwoordiging van de fracties ook aan bod moeten komen. Zo zijn er bijvoorbeeld diverse fracties die weliswaar erkend, maar niet in het bureau vertegenwoordigd zijn omdat ze geen 12 leden tellen. Spreker kondigt aan dat hij een voorstel heeft geredigeerd (Stuk Kamer n° 914/1-96/97) dat een einde wil stellen aan die ondemocratische situatie. Het strekt er meer bepaald toe de vertegenwoordiging te waarborgen van alle erkende fracties in zowel het bureau als het college van quaestoren van de Kamer.

Een volgende spreker verklaart akkoord te gaan met de strekking van het voorgestelde 1°. Hij vraagt zich echter af wanneer het in werking zal treden. Er

Au cours de la législature en cours, il y a en effet déjà eu un cas de dissidence au détriment du groupe Ecolo-Agalev. Le but est-il d'anéantir rétroactivement les effets de celle-ci ou de ne faire entrer la nouvelle disposition en vigueur qu'au début de la prochaine législature ?

Un autre intervenant estime que, si elle est adoptée, la disposition complétant le n° 1 ne peut en tout cas entrer en vigueur qu'au début de la prochaine législature.

Il précise que le groupe dont il fait partie avait proposé au groupe Ecolo-Agalev de n'apporter aucune modification à la composition de la commission des pétitions et de ne pas donner suite à la modification des effectifs des groupes respectifs résultant du passage d'un mandataire Ecolo au groupe PS. Cette proposition informelle a été rejetée par le groupe Ecolo-Agalev, qui refusait d'y siéger en profitant du quota d'un autre parti.

Le président souligne que le 1° proposé aura une incidence sur les nominations faites par la Chambre, à l'exclusion de celles qui concernent le bureau (article 12, n° 1, première phrase, du Règlement). Il ajoute que si, à la suite du départ d'un transfuge le nombre des membres d'un groupe devenait inférieur à douze, le président de ce groupe ne pourrait plus siéger au bureau (voir article 3, n° 3, du Règlement). Il précise en outre que le 1° proposé n'apporte aucune solution dans le cas où un groupe n'est plus reconnu en tant que tel à la suite d'une dissidence ou d'une scission.

L'auteur de la proposition réplique qu'il en est conscient et qu'il est disposé à examiner d'autres aspects du problème. Cela n'empêche toutefois pas de résoudre dès à présent le problème le plus préoccupant.

Un des cosignataires de la proposition à l'examen précise que l'objectif premier du 1° proposé est de faire en sorte que le nomadisme politique ne paie pas. Son groupe appuie la proposition pour des raisons de principe, bien qu'à l'occasion du dernier cas concret, il ait profité de l'application de l'article 12 et que, d'un point de vue purement pragmatique, il pourrait laisser les choses en l'état. L'intervenant estime que les modifications du règlement ne peuvent toutefois avoir d'effet rétroactif.

Le président constate qu'il existe un large consensus au sujet du principe contenu dans le 1° de la proposition.

Le véritable problème est plutôt de savoir si la nouvelle réglementation peut s'appliquer à un cas concret qui s'est produit dans un passé récent. L'article 12, n° 3, du règlement dispose en effet que l'adaptation du nombre de places attribuées aux groupes politiques dans les commissions — sauf en cas d'élection intermédiaire — ne se fera qu'au début de la session suivante. A la suite du passage — au cours de la session 1995-1996 — d'un membre du groupe Ecolo-Agalev au groupe PS, le groupe Ecolo-Agalev n'est plus représenté dans un certain nombre de commissions par suite de l'application de cette

heeft zich in de huidige zittingsperiode immers reeds een geval van overloperij voorgedaan ten nadele van de Ecolo-Agalevfractie. Wil men de gevolgen daarvan retroactief teniet doen of is het de bedoeling dat de nieuwe bepaling eerst van kracht wordt bij het begin van de volgende zittingsperiode ?

Een andere interveniënt is van oordeel dat de voorgestelde aanvulling van het n° 1, als ze wordt aangenomen, in ieder geval maar kan in werking treden vanaf het begin van de volgende zittingsperiode.

Hij voegt eraan toe dat zijn fractie aan de Ecolo-Agalevfractie had voorgesteld om in de commissie verzoekschriften alles bij het oude te laten en de gewijzigde getalsterkte van de respectieve fracties ingevolge het overlopen van een Ecolo-mandataris naar de PS-fractie zonder gevolg te laten. Dat informele voorstel werd afgewezen door de Ecolo-Agalevfractie, die weigerde zitting te nemen op het « quota » van een andere partij.

De voorzitter wijst erop dat het voorgestelde 1° alleen gevolgen zal hebben voor de benoemingen gedaan door de Kamer, met uitzondering van de benoemingen die betrekking hebben op het bureau (artikel 12, n° 1, eerste zin, van het Reglement). Hij voegt eraan toe dat, mocht het aantal leden van een fractie ingevolge overloperij onder de twaalf dalen, de voorzitter van die fractie geen zitting meer zal hebben in het bureau (zie artikel 3, n° 3, van het Reglement). Tot slot merkt hij op dat het voorgestelde 1° niets oplost indien een fractie ingevolge overloperij of splitsing haar erkenning als fractie verliest.

De auteur van het voorstel antwoordt dat hij zich daarvan bewust is en dat hij bereid is om andere aspecten van het probleem te onderzoeken. Dat belet echter niet dat het meest prangende probleem nu reeds kan worden geregeld.

Een van de mede-ondertekenaars van het voorstel stelt dat de hoofddoelstelling van het voorgestelde 1° erin bestaat ervoor te zorgen dat overloperij niet loont. Zijn fractie steunt het voorstel om principiële redenen, hoewel ze bij het meest recente concrete toepassingsgeval voordeel heeft gedaan en uit een louter pragmatisch oogpunt evengoed alles bij het oude zou kunnen laten. Volgens hem kunnen reglementswijzigingen echter geen terugwerkende kracht hebben.

De voorzitter stelt vast dat er over het principe vervat in het 1° van het voorstel, een vrij ruime eensgezindheid bestaat.

Het echte probleem is veeleer te weten of de nieuwe regeling van toepassing kan zijn op een concreet geval dat zich in het recente verleden heeft voorgedaan. Artikel 12, n° 3, van het Reglement bepaalt immers dat aanpassingen van het aantal plaatsen die aan iedere politieke fractie toekomen — behoudens in geval van tussentijdse verkiezing — gebeuren bij aanvang van de volgende zitting. Ingevolge de overstap — tijdens de zitting 1995-1996 — van een lid van de Ecolo-Agalevfractie naar de PS-fractie, is eerstgenoemde fractie op grond van die bepaling sinds het begin van deze zitting niet langer vertegen-

disposition. La question essentielle est de savoir si l'objectif de l'auteur de la proposition est d'annuler ces adaptations si le 1^o est adopté.

L'auteur de la proposition répond par l'affirmative. Il estime que la modification du règlement doit entrer en vigueur immédiatement et que la représentation des groupes politiques au sein des commissions doit être recalculée, à partir du jour de la modification du règlement, sur la base des résultats des élections du 21 mai 1995.

Plusieurs membres sont opposés à cette interprétation. S'ils ne formulent aucune objection contre le principe énoncé au 1^o, ils estiment toutefois qu'il ne peut en aucun cas avoir un effet rétroactif. Si la modification proposée est adoptée maintenant, elle ne sortira ses premiers effets qu'après le prochain renouvellement de la Chambre.

L'auteur de la proposition fait observer que cela signifierait que, pour le reste de la législature — c'est-à-dire sans doute pour les deux prochaines années —, son groupe ne siègera plus dans une série de commissions. Bon nombre de ces commissions exercent pourtant une importante mission de contrôle (par exemple, la commission de la comptabilité, la commission de contrôle des dépenses électorales, etc.) ou traitent des thèmes de société importants (par exemple, la commission spéciale chargée du suivi des problèmes de l'Administration générale de la coopération au développement, les commissions d'enquête parlementaire composées de onze membres, etc.).

S'il est vrai que les membres de son groupe peuvent assister aux réunions de certaines de ces commissions, ils ne peuvent plus y prendre la parole ni voter, et ce, alors que, jusqu'à la session précédente, ils ont sans conteste participé activement aux travaux de beaucoup de ces commissions.

Plusieurs membres font observer qu'ils ne contestent pas la valeur de la contribution apportée par le groupe Ecolo-Agalev aux discussions qui ont eu lieu dans les commissions précitées. Ils soulignent qu'au cours des derniers mois, deux groupes au moins ont proposé au groupe Ecolo-Agalev de siéger sur leur propre quota afin qu'il puisse continuer d'être représenté dans certaines commissions.

Ce qui est proposé en l'occurrence est toutefois l'instauration d'une règle générale visant à éviter que certains groupes ne profitent ou ne pâtissent du nomadisme politique.

Pareille règle ne peut être purement et simplement assortie d'un effet rétroactif dans le seul but de résoudre un problème ponctuel qui se pose à un groupe politique précis. D'autant moins qu'il existe une volonté manifeste de remédier au problème de ce groupe en lui cédant provisoirement des sièges ou en recherchant d'autres solutions *ad hoc*.

Votre rapporteur fait observer que — même si l'on décide que la nouvelle règle est dépourvue d'effet

wordigd in een aantal commissies. De sleutelvraag is dan ook te weten of het de bedoeling is van de auteur, dat die aanpassingen worden tenietgedaan als het 1^o wordt aangenomen.

De auteur van het voorstel antwoordt bevestigend. Hij is van oordeel dat de Reglementswijziging onmiddellijk in werking moet treden en dat de vertegenwoordiging van de politieke fracties in de commissies, met ingang van de dag van de Reglementswijziging, moet worden herberekend op grond van de resultaten van de verkiezingen van 21 mei 1995.

Diverse leden verzetten zich tegen die interpretatie. Zij hebben geen bezwaar tegen het principe vervat in het 1^o, maar zijn van oordeel dat het in geen geval terugwerkende kracht kan hebben. Als de voorgestelde wijziging nu wordt aangenomen, dan zal ze voor het eerst effect sorteren na de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer.

De auteur van het voorstel merkt op dat zulks zou betekenen dat zijn fractie gedurende de rest van de zittingsperiode — dus wellicht de volgende twee jaar — geen zitting meer zou hebben in een hele reeks commissies. Heel wat van die commissies vervullen nochtans een belangrijke controlerol (bijvoorbeeld de commissie voor de comptabiliteit, de controlecommissie voor de verkiezingsuitgaven, en dergelijke) of behandelen belangrijke maatschappelijke thema's (bijvoorbeeld de bijzondere commissie belast met de opvolging van de problemen van het Algemeen bestuur voor ontwikkelingssamenwerking, de parlementaire onderzoekscommissies met elf leden enz.).

De leden van zijn fractie kunnen de vergaderingen van sommige van die commissies weliswaar bijwonen, maar ze kunnen er niet langer het woord voeren noch stemmen. Nochtans zal niemand ontkennen dat zij tot en met de vorige zitting een zeer actieve rol hebben vervuld in heel wat van die commissies.

Diverse leden merken op dat zij de waarde van de bijdrage van de Ecolo-Agalevfractie tot de discussies in de voornoemde commissies niet betwisten. Zij merken op dat minstens twee fracties in de afgelopen maanden aan de Ecolo-Agalevfractie hebben aangeboden een zetel in te nemen die tot hun « quota » behoort, opdat laatstgenoemde fractie in bepaalde commissies vertegenwoordigd zou kunnen blijven.

Wat hier ter bespreking ligt is echter de invoering van een algemene regel, die ertoe strekt te vermijden dat fracties voordeel zouden doen bij of nadeel zouden ondervinden van overloperij.

Aan dergelijke regel kan niet zomaar retroactieve werking worden gegeven, louter en alleen om tegemoet te komen aan een probleem van voorbijgaande aard waarmee één welbepaalde fractie wordt geconfronteerd. Dat geldt des te meer daar blijkbaar een bereidheid bestaat om het probleem van die fractie op te vangen door het tijdelijk afstaan van zetels of door andere *ad hoc* oplossingen.

Uw rapporteur merkt op dat — ook al stelt men dat de nieuwe regeling geen terugwerkende kracht

rétroactif — il reste à savoir si elle est applicable à la constitution de nouvelles commissions.

Un membre répond que, tel qu'il est actuellement libellé, le 1° ne peut être appliqué qu'après les prochaines élections législatives. En ce qui concerne la composition de nouvelles commissions à constituer, la conférence des présidents devrait en tout état de cause pouvoir rechercher des solutions au cas par cas. La majorité des membres se rallie à ce point de vue.

Un des auteurs de la proposition croit comprendre que certains membres s'opposent à une application « rétroactive » de la règle prévue au 1°. Pourquoi ne pourrait-on toutefois appliquer la nouvelle règle au début de la prochaine session ?

Le président répond que si l'on envisageait de fixer la composition des commissions à créer au début de la prochaine session en fonction des résultats des élections de 1995, on conférerait également une espèce d'effet rétroactif à la règle.

Plusieurs membres soulignent qu'en cas d'adoption du 1° et du 3°, la composition des commissions ne pourrait de toute façon plus subir aucune adaptation d'ici la fin de la législature en cours. C'est en effet l'article 12, n° 3, qui permet une adaptation annuelle (en début de session) de la composition des commissions. L'adoption du 3° proposé emporterait l'abrogation de l'article 12, n° 3, et l'adaptation de la composition des commissions au début de chaque session perdrait ainsi tout fondement juridique.

Le président rappelle que l'article 10, n° 1, du Règlement dispose que les représentants peuvent se constituer en groupes politiques. En théorie, il n'est pas exclu qu'un parlementaire élu quitte son groupe ou en rejoigne un autre avant que son groupe ne se soit constitué officiellement. Dans la logique de la modification proposée du Règlement — en vertu de laquelle il conviendrait de respecter la volonté exprimée par l'électeur au moment des élections — la composition proportionnelle des commissions devrait prendre en compte la liste sur laquelle le membre concerné a été élu. La commission se rallie à cette interprétation.

Cf. le 2° proposé

Un membre fait observer que la question de la représentation des petits groupes politiques dans les commissions a déjà été abordée dans un autre cadre. La liste des matières que traitera le groupe de concertation qui s'est réuni pour la première fois le 7 décembre 1996 à l'invitation du président de la Chambre des représentants prévoit un débat sur la « représentation des groupes politiques au sein des organes élus ». L'intervenant juge par conséquent inopportun de se prononcer maintenant à ce sujet.

Un autre intervenant ne partage pas cet avis. Il n'est en effet pas acceptable d'invoquer le fait que le problème est déjà examiné par un groupe de concer-

te — de la question de la représentation des petits groupes politiques dans les commissions.

Een lid antwoordt dat het 1° in zijn huidige redactie eerst van toepassing kan zijn na de eerstvolgende parlementsverkiezingen. Voor de samenstelling van nieuw op te richten commissies moet het echter beslist mogelijk zijn om in de conferentie van voorzitters geval per geval geëigende oplossingen te zoeken. Een meerderheid van de leden sluit zich daarbij aan.

Een van de ondertekenaars van het voorstel begrijpt dat sommigen zich verzetten tegen een « retroactieve » toepassing van de in het 1° vervatte regel. Maar waarom kan men de nieuwe regeling niet toepassen bij het begin van de volgende zitting ?

De voorzitter antwoordt dat als het de bedoeling is, bij het begin van de volgende zitting de samenstelling van de commissies te berekenen op grond van de resultaten van de verkiezingen van 1995, zulks evenzeer een vorm van retroactieve toepassing is.

Diverse leden onderstrepen dat in geval van aanname van het 1° en het 3° tot het einde van deze zittingsperiode hoe dan ook geen aanpassingen meer mogelijk zijn van de samenstelling van de commissies. Het is immers precies het huidige n° 3 van artikel 12 dat jaarlijks (bij het begin van de zitting) een aanpassing van de samenstelling van de commissies mogelijk maakt. Neemt men het 3° aan, dan wordt het n° 3 opgeheven en verdwijnt de rechtsgrond om de samenstelling van de commissies bij het begin van elke zitting aan te passen.

De voorzitter wijst erop dat artikel 10, n° 1, van het Reglement bepaalt dat de volksvertegenwoordigers politieke fracties kunnen vormen. In theorie is het niet uitgesloten dat een verkozen parlements lid zich « afscheurt » of overloopt, vooraleer zijn fractie formeel gevormd is. Indien men binnen de logica van de voorgestelde Reglementswijziging wil blijven — luidens welke de wil van de kiezer op het ogenblik van de verkiezingen moet worden gerespecteerd — dan moet in dergelijk geval bij de proportionele samenstelling van de commissies rekening worden gehouden met de lijst waarop het betrokken lid is opgekomen. De commissie is het eens met die interpretatie.

Cf. het voorgestelde 2°

Een lid merkt op dat de problematiek van de vertegenwoordiging van de kleine fracties in de commissies reeds in een ander forum wordt besproken. In de lijst van materies die worden behandeld door de overleggroep welke op 7 december 1996 voor het eerst bijeenkwam op uitnodiging van de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, wordt een discussie in uitzicht gesteld over de « vertegenwoordiging van de politieke fracties in de verkozen organen ». Spreker acht het dus niet zinvol hierover nu een beslissing te nemen.

Een andere spreker is het daar niet mee eens : het gaat niet op te stellen dat dat probleem reeds in een overleggroep wordt besproken, als sommige frac-

tation, quand on sait que certains groupes politiques — dont le groupe auquel il appartient — sont exclus de cette concertation.

Un autre intervenant ne voit pas non plus en quoi le simple fait qu'un groupe de concertation — extra-parlementaire — ait inscrit le sujet à son ordre du jour devrait empêcher la Chambre d'examiner le point 1bis (nouveau) proposé. Le membre estime que seule la Chambre est habilitée à régler cette matière.

Un membre fait observer que l'actuel article 12, n° 4, assure, lui aussi, d'ores et déjà une représentation dans les commissions permanentes aux membres des groupes politiques qui, sur la base de leur importance numérique, ne seraient pas représentés dans ces commissions. Le point 1bis (nouveau) proposé et cette disposition ne se chevauchent-ils pas dans une certaine mesure ?

Plusieurs intervenants ne le pensent pas : l'article 12, n° 4, n'a pas pour objet de garantir une représentation aux petits groupes politiques. Il a été prévu afin de pouvoir sanctionner financièrement l'absentéisme en commission.

L'un des cosignataires de la proposition fait valoir que le 2° proposé traduit une conception adulte du parlement. Il conviendrait toutefois que la commission explicite ce que signifie « participer pleinement » aux travaux d'une commission. Le texte précise que cette participation n'englobe pas le droit de prendre part aux votes, mais il ne précise pas ce qu'elle recouvre.

L'auteur de la proposition indique que « participer pleinement » doit en tout cas impliquer que l'intéressé recevra toute la documentation transmise par les services et sera mentionné comme membre (adjoint) de la commission. Cette mention garantit en effet qu'il recevra la même « documentation externe » que les autres membres de la commission (par exemple, le courrier émanant d'organismes, de groupes de pression, etc.).

Un autre intervenant ajoute que le fait d'être reconnu comme membre adjoint est important dans le cas des commissions spéciales qui se réunissent à huis clos. Dans certaines commissions spéciales, la présence de non-membres est en effet tolérée, mais ces personnes ne peuvent pas prendre la parole. Dans d'autres commissions spéciales, les parlementaires qui ne font pas partie de la commission ne sont pas admis (voir article 22, n° 1, du Règlement de la Chambre).

Un autre exemple regrettable est que les parlementaires qui assistent aux réunions de commission sans voix délibérative ne peuvent actuellement pas être rapporteur.

Votre rapporteur fait observer que, dans certains pays, on adopte manifestement une autre attitude à l'égard des petits groupes. Au Danemark, par exemple, il n'est pas rare que des membres de groupes de très faible importance numérique assument la présidence d'une commission.

Le président estime que le point 2° proposé s'inscrit dans le cadre du débat plus large sur la représen-

tation — zoals de zijne — van dat overleg worden uitgesloten.

Een andere spreker ziet evenmin in waarom de Kamer het voorgestelde n° 1bis (nieuw) niet zou kunnen bespreken, louter en alleen omdat het op de agenda staat van een — niet-parlementaire — overleggroep. Alleen de Kamer is volgens het lid bevoegd om deze aangelegenheid te regelen.

Een lid merkt op dat het huidige n° 4 van artikel 12 ook reeds voorziet in een vertegenwoordiging, in de vaste commissies, van leden van politieke fracties die op grond van hun getalsterkte niet in die commissies vertegenwoordigd zouden zijn. Komt het voorgestelde n° 1bis (nieuw) daar niet enigszins mee in botsing ?

Diverse sprekers betwisten dat : het n° 4 is niet bedoeld als garantie voor de vertegenwoordiging van kleine fracties, maar was bedoeld om het absentisme in commissie financieel te kunnen sanctioneren.

Een van de mede-ondertekenaars van het voorstel stelt dat het voorgestelde 2° in zijn ogen past in een volwassen benadering van het parlement. De commissie zou echter wél duidelijk moeten maken wat wordt verstaan onder « volwaardig deelnemen » aan de werking van een commissie. Uit de tekst blijkt dat stemrecht daar niet onder valt, maar wat dan wel ?

De auteur van het voorstel stelt dat onder « volwaardig deelnemen » alleszins moet worden verstaan het ontvangen van alle documentatie vanwege de diensten en het vermeld worden als (toegevoegd) lid. Dat laatste staat er immers voor garant dat het betrokken parlementslid dezelfde « externe documentatie » ontvangt als de andere commissieleden (bijvoorbeeld post van instellingen, pressiegroepen enz.).

Een andere spreker voegt eraan toe dat de erkenning als toegevoegd lid van belang is voor bijzondere commissies die met gesloten deuren vergaderen. In sommige bijzondere commissies wordt de aanwezigheid van niet-leden immers geduld, maar mogen zij niet het woord voeren. In andere bijzondere commissies hebben parlementsliden die geen lid zijn van de bewuste commissie, geen toegang (zie artikel 22, n° 1, van het Kamerreglement).

Een ander pijnlijk voorbeeld is dat parlementsliden die als niet-stemgerechtigd lid deelnemen aan de commissievergaderingen, momenteel geen rapporteur kunnen zijn.

Uw rapporteur merkt op dat er in sommige landen duidelijk een andere houding wordt aangenomen ten aanzien van kleine fracties. In Denemarken, bijvoorbeeld, is het geen uitzondering dat leden van zeer kleine fracties het voorzitterschap van een commissie waarnemen.

De voorzitter vindt dat het voorgestelde 2° moet worden gezien in het kader van de ruimere discussie

tation des groupes politiques au sein des organes élus. Le 10 janvier 1997, le groupe de concertation des présidents de parti a décidé que cette matière serait traitée au Parlement. Cette problématique a déjà fait l'objet d'entretiens exploratoires avec les présidents de groupe.

Une majorité de membres estime qu'en principe, le texte proposé est acceptable en ce qui concerne les commissions permanentes et temporaires (les commissions permanentes sont celles qui examinent les projets de loi et les propositions et qui exercent un contrôle politique sur le gouvernement, alors que les commissions temporaires sont constituées afin d'examiner des projets de loi ou des propositions spécifiques; ces deux types de commissions comptent 17 membres).

En ce qui concerne les commissions spéciales, le texte proposé ne peut toutefois pas être adopté sans inconvénient, étant donné que ces commissions comptent généralement moins de membres et que la présence systématique d'un membre de chaque groupe moins important risque de fausser les rapports de force. La plupart des membres estiment dès lors que, pour les commissions spéciales, il serait préférable de rechercher, au cas par cas et compte tenu des circonstances concrètes, une solution qui préserve les droits des groupes numériquement peu importants.

III. — VOTES

Votre rapporteur fait observer que, d'un point de vue légistique, il serait préférable d'insérer l'ajout au 1° entre la première et la deuxième phrase de ce numéro au lieu de l'insérer après la deuxième phrase. La commission marque unanimement son accord sur cette correction d'ordre légistique.

Le président rappelle que si le 1° est adopté, il sera précisé expressément, dans une note en bas de page concernant cet article du Règlement, que cette disposition ne sortira ses premiers effets qu'après le prochain renouvellement de la Chambre. La commission se rallie à cette interprétation.

Le 1° est ensuite adopté par 10 voix contre une.

Le 2° est rejeté par 8 voix contre une et 2 abstentions.

Le 3° est adopté par 10 voix contre une.

Le rapporteur,

Th. DETIENNE

Le président,

R. LANGENDRIES

over de vertegenwoordiging van de politieke fracties in de verkozen organen. De overleggroep van de partijvoorzitters heeft op 10 januari 1997 beslist dat deze materie in het Parlement zal worden behandeld. Met de fractievoorzitters zijn reeds verkennende gesprekken over die problematiek gevoerd.

Een meerderheid van de leden blijkt van oordeel te zijn dat de voorgestelde tekst principieel aanvaardbaar is wat betreft de vaste en de tijdelijke commissies (vaste commissies zijn commissies die wetsonwerpen en voorstellen bestuderen en die politieke controle uitoefenen op de regering terwijl tijdelijke commissies worden ingesteld om welbepaalde wetsontwerpen of voorstellen te onderzoeken; beide soorten commissies tellen zeventien leden).

Voor de bijzondere commissies is de voorgestelde tekst echter niet zomaar aanvaardbaar, omdat die meestal veel minder leden tellen en de systematische aanwezigheid van één lid van elke kleine fractie de machtsverhoudingen dreigt te vervalsen. De meeste leden zijn dan ook van oordeel dat het beter is om voor de bijzondere commissies geval per geval en rekening houdend met de concrete omstandigheden een oplossing te zoeken die de rechten van de kleine fracties vrijwaart.

III. — STEMMINGEN

Uw rapporteur wijst erop dat het uit een wetgevingstechnisch oogpunt zinnvoller zou zijn om de voorgestelde aanvulling van het n° 1 tussen de eerste en de tweede zin van dat n° in te voegen, in plaats van na de tweede zin. De commissie gaat eenparig akkoord met deze verbetering.

De voorzitter herinnert eraan dat indien het 1° wordt aangenomen, in een voetnoot bij deze Reglements-bepaling uitdrukkelijk zal worden vermeld dat ze eerst effect zal sorteren na de eerstvolgende gehele vernieuwing van de Kamer. De commissie stemt in met die interpretatie.

Het 1° wordt vervolgens aangenomen met 10 tegen 1 stem.

Het 2° wordt verworpen met 8 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Het 3° wordt aangenomen met 10 tegen 1 stem.

De rapporteur,

Th. DETIENNE

De voorzitter,

R. LANGENDRIES